

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique  
Direction C - Ressources  
L - 2929 LUXEMBOURG

UNITE DES CONTRATS ET MARCHES PUBLICS

## **CAHIER DES CHARGES**

**Procédure ouverte n° 06A70-2016-M052**

**Exploitation d'un salon de coiffure mixte dans le bâtiment Winston Churchill du  
Parlement européen à Strasbourg**

## 1. INTRODUCTION

Le présent cahier des charges fait partie intégrante des documents de marché préparés pour la concession en objet. Les documents de marché susmentionnés sont composés:

- des conditions pour soumettre une offre;
- d'un cahier des charges et de ses annexes;
- et d'un modèle de contrat et de ses annexes.

Le présent cahier des charges est complété par les annexes suivantes, qui en font partie intégrante:

Annexe I: Spécifications techniques

Annexe II: Politique environnementale du Parlement européen

Annexe III: Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection

Annexe IV: Signalétique financier du fournisseur

Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Annexe VI: Déclaration concernant les sous-traitants

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Annexe VIII: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

## **PARTIE I - INFORMATIONS GÉNÉRALES**

### **2. OBJET DU MARCHÉ**

Conformément aux dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicable au budget général de l'Union européenne, le Parlement européen a décidé de lancer le présent appel d'offres en vue de la mise à disposition d'espace pour l'exploitation d'un salon de coiffure mixte dans le bâtiment WIC du Parlement européen à Strasbourg.

### **3. DESCRIPTION, OBJECTIF ET MONTANT ESTIMÉ DE LA CONCESSION**

Le Parlement européen entend confier l'exploitation et la gestion, aux risques et périls d'un concessionnaire, d'un service de coiffure mixte en échange duquel il met à disposition du concessionnaire un espace situé dans ses bâtiments à Strasbourg.

La concession a une durée totale de 7 ans décomposée comme suit :

- durée initiale du contrat: 1 an, puis renouvellement de la durée du contrat d'année en année pour une durée totale de 7 ans maximum à compter de son entrée en vigueur.

L'exécution de la concession ne commencera qu'à partir du moment où le *contrat* sera signé. Tout renouvellement contractuel sera effectué conformément aux conditions fixées dans le contrat.

La concession a une valeur totale *approximative* de 30 000 euros par an.

### **4. PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES**

La participation à cette procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet de cet appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer l'admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés. Ils présenteront également les preuves requises selon leur loi nationale ou d'autres preuves équivalentes permettant au Parlement européen de vérifier leur origine.

### **5. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

L'annexe V sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si celle-ci est introduite par un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution de la concession. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation de marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique au plus tard avant la signature du contrat si la concession lui est attribuée. Cette forme juridique pourra prendre une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, cela pourrait être par exemple, un consortium ou une association momentanée);
- la signature, par tous les partenaires, d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le statut réel du groupement sera prouvé par tout document ou accord souscrits entre les membres du groupement et devra être joint à l'offre.

Exceptionnellement, ces documents ou accords pourront être modifiés et/ou envoyés après la date limite de soumission d'une offre mais en aucun cas après la communication des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires concernés. Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter une offre si les conditions des accords entre les membres d'un groupement sont modifiées au cours de la procédure, si celles-ci ne prévoient pas une responsabilité solidaire entre ses membres ou si aucun accord ayant une valeur juridique n'a été présenté avec l'offre.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. En tout cas, il est rappelé que le Parlement européen se référera expressément dans le contrat à signer avec le groupement d'opérateurs à l'existence d'une responsabilité solidaire entre ses membres. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité pouvant représenter les membres et ayant, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission.

Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution de la concession. Dans ce cas, ces membres devront produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

## **6. SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est autorisée.

Les deux documents prévus à l'annexe VI seront obligatoirement complétés et annexés à l'offre si le soumissionnaire a recours à la sous-traitance.

L'offre doit détailler, dans la mesure du possible, la part de la concession que le soumissionnaire entend sous-traiter et l'identité des sous-traitants. Pendant la procédure de passation de marché ou l'exécution du contrat, le Parlement européen exigera des

soumissionnaires qu'ils fournissent des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis. Les soumissionnaires sont informés que les sous-traitants proposés ne peuvent pas être dans une des situations décrites dans les articles 106, 107 et 109 du règlement financier donnant lieu à l'exclusion à la participation d'un marché de l'Union européenne.

Le Parlement européen vérifiera si les sous-traitants proposés, lorsque la sous-traitance représente une part supérieure à 30 % de la concession, remplissent les critères de sélection applicables.

Le Parlement européen a le droit de rejeter tout sous-traitant ne satisfaisant pas aux critères d'exclusion (voir point 13) et/ou de sélection (voir point 14).

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. L'ordonnateur compétent se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européenne sera toujours accordée par écrit.

L'attribution de la concession au soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

## **7. VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées

## **8. PRIX**

Les prix sont révisés selon les conditions indiquées dans le contrat.

En application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes.

L'offre de prix doit être forfaitaire, tout compris et exprimée en euros, même pour les pays qui ne font pas partie de la zone euro. Pour les soumissionnaires de ces derniers pays, le montant de l'offre ne pourra pas être révisé en fonction de l'évolution du taux de change. Le choix du taux de change appartient au soumissionnaire, qui accepte les risques ou les bénéfices de toute variation du taux.

## **9. GARANTIES FINANCIÈRES [NA]**

## **10. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX**

### Politique environnementale du Parlement européen

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine de la concession. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Des informations à ce sujet sont fournies par le service ordonnateur

dans l'annexe II du présent cahier des charges. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande de celui-ci, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (du point de vue technique, sécurité et environnemental) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

#### Gestion des émissions de carbone [NA]

### **11. POLITIQUE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES**

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter, dans l'exécution de la concession, une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire de la concession s'engage à créer, à maintenir et à promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité des chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes;
- emploi et intégration des personnes handicapées;
- élimination de tout obstacle au recrutement et de toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

### **12. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES CONTRATS-CADRES [NA]**

## **PARTIE II - CRITÈRES D'EXCLUSION, DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION**

### **13. CRITÈRES D'EXCLUSION**

La version intégrale des articles 106, 107 et 108 du Règlement financier relatifs aux critères d'exclusion et à leur application sont disponibles au Journal officiel de l'Union européenne, N° L 286 du 30 octobre 2015, pp.1 à 29.

Article 106 du Règlement financier (extraits) : seuls les points 1, 4, 7 et 8 de l'article 106 sont reproduits.

1. Le pouvoir adjudicateur exclut un opérateur économique de la participation aux procédures de passation de marché régies par le présent règlement dans les cas suivants :
  - a) l'opérateur économique est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;

- b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où il est établi, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté;
- c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:
- i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;
  - ii) conclusion d'un accord avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence;
  - iii) violation de droits de propriété intellectuelle;
  - iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation de marché;
  - v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché;
- d) il a été établi par un jugement définitif que l'opérateur économique est coupable de l'un des faits suivants:
- i) fraude, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995 <sup>1</sup>;
  - ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997 <sup>2</sup>, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil <sup>3</sup>, ou telle qu'elle est définie dans le droit du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où l'opérateur économique est établi ou du pays où le marché doit être exécuté;
  - iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil <sup>4</sup>;
  - iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1<sup>er</sup> de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil <sup>5</sup>;
  - v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 3 de la décision-cadre

---

<sup>1</sup> JO C 316 du 27.11.1995, p. 48

<sup>2</sup> JO C 195 du 25.6.1997, p. 1

<sup>3</sup> Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192 du 31.7.2003, p. 54).

<sup>4</sup> Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42).

<sup>5</sup> Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309 du 25.11.2005, p. 15).

2002/475/JAI du Conseil<sup>6</sup>, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;

vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil<sup>7</sup>;

e) l'opérateur économique a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;

f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une irrégularité au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil<sup>8</sup>.

4. Le pouvoir adjudicateur exclut l'opérateur économique lorsqu'une personne qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit opérateur économique ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de cet opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, points c) à f). Le pouvoir adjudicateur exclut également l'opérateur économique lorsqu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes dudit opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, point a) ou b).

7. Le pouvoir adjudicateur (...) n'exclut pas un opérateur économique de la participation à une procédure de passation de marché:

a) lorsque l'opérateur économique a pris des mesures correctrices visées au paragraphe 8 du présent article, démontrant ainsi sa fiabilité. Cette faculté ne s'applique pas dans le cas visé au paragraphe 1, point d), du présent article;

b) lorsqu'il est indispensable pour assurer la continuité du service, pour une durée limitée et dans l'attente de l'adoption des mesures correctrices énoncées au paragraphe 8 du présent article;

c) lorsqu'une exclusion serait disproportionnée (...).

En outre, le paragraphe 1, point a), du présent article ne s'applique pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des liquidateurs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit national.

---

<sup>6</sup> Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).

<sup>7</sup> Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil (JO L 101 du 15.4.2011, p. 1).

<sup>8</sup> Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).



(...)

8. Les mesures visées au paragraphe 7 destinées à remédier à la situation d'exclusion peuvent notamment comprendre:
  - a) les mesures visant à identifier l'origine des situations donnant lieu à l'exclusion et les mesures concrètes prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel dans le domaine d'activité concerné de l'opérateur économique qui sont de nature à corriger la conduite et à éviter qu'elle se répète;
  - b) les éléments prouvant que l'opérateur économique a pris des mesures pour indemniser ou réparer le dommage ou le préjudice causé aux intérêts financiers de l'Union par les faits en cause donnant lieu à la situation d'exclusion;
  - c) les éléments prouvant que l'opérateur économique a payé ou garanti le paiement de toute amende infligée par une autorité compétente ou de tout impôt ou de toute cotisation de sécurité sociale visé au paragraphe 1, point b).

Article 107 du Règlement financier (extraits) : seuls les points 1 et 2 de l'article 107 sont reproduits.

### **Rejet d'une procédure de passation de marché déterminée**

1. Le pouvoir adjudicateur n'attribue pas de contrat pour une procédure de passation de marché déterminée à un opérateur économique qui:
  - a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à l'article 106;
  - b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
  - c) a déjà participé à la préparation de documents de marché, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.
2. Avant de décider de rejeter d'une procédure de passation de marché déterminée, la candidature d'un opérateur économique, le pouvoir adjudicateur donne à cet opérateur la possibilité de présenter ses observations, sauf si le rejet est justifié sur la base du paragraphe 1, point a), par une décision d'exclusion prise à l'encontre de l'opérateur économique, après examen des observations qu'il a formulées.

Le candidat/soumissionnaire est invité à compléter l'annexe III où les critères d'exclusion sont énumérés.

### **Évaluation des critères d'exclusion**

1. Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure à l'annexe III.
2. Le soumissionnaire à qui la concession sera attribuée, fournira, dans un délai de huit (8) jours calendrier à compter de la date de notification de l'attribution provisoire et avant la signature du contrat, les preuves suivantes:
  - un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays où il est établi, faisant apparaître que l'opérateur économique auquel la concession est à attribuer ne se trouve pas dans un des cas mentionnés à l'article 106, paragraphe 1, points a), c), d) ou f), du

Règlement financier. En cas de doute, il en va de même pour les personnes mentionnés à l'article 106, paragraphe 4;

- un certificat récent délivré par l'autorité compétente de l'État concerné afin de prouver que le soumissionnaire ne se trouve pas dans le cas mentionné à l'article 106, paragraphe 1, point a) et b), du Règlement financier ;
  - lorsque les documents ou certificats indiqués ci-dessus ne sont pas délivrés par le pays concerné, et pour les autres cas d'exclusion visés à l'article 106 du Règlement financier, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle de l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays où il est établi;
3. Le soumissionnaire à qui la concession est attribuée est dispensé de l'obligation de produire les preuves documentaires indiquées au paragraphe 2 si le soumissionnaire est une organisation internationale, si le Parlement européen peut y avoir accès gratuitement en consultant une base de données nationale ou si de telles preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et pour autant que la date de délivrance des documents en question ne remonte pas à plus d'un an et qu'ils soient toujours valables. En pareils cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les documents justificatifs ont déjà été fournis lors d'une procédure de passation de marchés antérieure qu'il précisera, et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation.

## **14. CRITÈRES DE SÉLECTION**

Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure à l'annexe III.

L'attributaire présumé fournira, dans un délai de huit (8) jours calendrier à compter de la date de notification de l'attribution provisoire de la concession et avant la signature du contrat, toutes les preuves requises quant aux critères de sélection.

### **14.1. Capacité légale et réglementaire**

Le soumissionnaire doit remplir au moins une des conditions suivantes :

- a) être inscrit au registre professionnel ou au registre de commerce qui convient;
- b) pour les marchés de services, détenir une autorisation spécifique prouvant qu'il peut produire l'objet visé par la présente concession dans son pays d'établissement ou être un membre d'une organisation professionnelle spécifique.

Pour les groupements d'opérateurs économiques, chaque membre fournira la preuve quant à sa capacité légale et réglementaire.

### **14.2. Capacité financière et économique**

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité économique et financière suffisante pour lui permettre d'exécuter la concession dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de la valeur et l'étendue de celui-ci. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité financière du soumissionnaire ou si celle-ci s'avère insuffisante pour exécuter la concession, l'offre pourra

être rejetée sans que le soumissionnaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Par ailleurs, pour la concession faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires une capacité financière et économique minimale qui sera évaluée au vu des éléments suivants:

- chiffre d'affaires annuel minimal de 60 000 € réalisé dans le domaine concerné par la concession au cours des deux (2) années précédant la date de publication de l'avis de concession;
- assurance des risques professionnels selon l'usage dans le secteur concerné au niveau approprié.

**L'évaluation de la capacité financière et économique sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires:**

- états financiers (rapport annuel) des deux derniers exercices clos ;
- police d'assurance et quittance des primes.

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen.

Également, le soumissionnaire pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution de la concession, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le soumissionnaire et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution de la concession.

Dans les mêmes conditions, un groupement d'opérateurs économiques peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou d'autres entités.

Par ailleurs, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution de la concession. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution de la concession.

### **14.3. Capacité technique et professionnelle**

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter la concession dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à ses capacités techniques et professionnelles ou si celles-ci s'avèrent insuffisantes pour exécuter la concession, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour la concession faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles suivantes:

- exploitation en qualité de patron ou de gérant, depuis 5 ans au minimum durant les 10 dernières années précédant la date de publication de l'avis de concession, d'un salon de coiffure mixte employant en moyenne 2 personnes;

**La capacité technique et professionnelle des opérateurs économiques sera justifiée par les documents suivants:**

- diplôme ou certificat permettant l'ouverture d'un salon de coiffure en France ;
- justificatifs prouvant l'exploitation en qualité de patron ou de gérant, depuis 5 ans au minimum durant les 10 dernières années précédant la date de publication de l'avis de concession, d'un salon de coiffure mixte employant en moyenne 2 personnes.

Le soumissionnaire ou candidat pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution de la concession, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles et/ou techniques de celui-ci.

En tout cas, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution de la concession. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution de la concession.

Si le Parlement européen établit qu'un soumissionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution de la concession, le Parlement pourra conclure que le soumissionnaire n'a pas le niveau de qualité approprié pour exécuter la concession.

**Normes de gestion environnementale** NA

**Normes de gestion de qualité** NA

## **2. CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

La concession sera attribuée à l'offre la moins chère parmi les offres recevables et conformes au cahier des charges. La comparaison des offres sera effectuée sur la base du prix total le plus bas pour les prestations hommes + femmes, tel qu'il sera calculé dans la dernière ligne de la grille de scénario d'évaluation.

Toutefois, le Parlement européen se réserve le droit de renoncer à l'attribution de la concession ou d'annuler la procédure.

# **Annexe I : Spécifications techniques**

## **1.- Objectif et description de la concession**

L'objectif de la concession est la mise à disposition d'une surface d'environ 87 m<sup>2</sup>, équipée du matériel adéquat, pour exploitation d'un salon de coiffure mixte (femmes et hommes). En échange de cette mise à disposition, le soumissionnaire s'engage à exécuter des services de salon de coiffure mixte.

Le salon de coiffure doit être opérationnel au plus tard le 1er septembre 2017.

## **2.- Usage des lieux**

- 2.1. Le soumissionnaire qui se verra attribuer la concession, devenu le contractant, sera autorisé à exploiter un salon de coiffure mixte.
- 2.2. L'activité de salon de coiffure mixte sera assurée à ses frais et sous sa responsabilité. Tout autre usage que celui spécifié est exclu.

## **3.- Heures d'ouverture**

- 3.1. Le salon de coiffure sera exploité à chacune des sessions parlementaires. Au début de chaque année, le Parlement européen remettra le calendrier des sessions parlementaires de l'année au contractant.
- 3.2. Le salon de coiffure sera ouvert au minimum du lundi au jeudi de session, le lundi de 11 h 00 à 19 h 00, du mardi au mercredi de 8 heures à 19 heures, et le jeudi de 8 h 00 à 17 h 00. La présence du gérant/patron est exigée lors de ces horaires.
- 3.3. À la demande expresse et écrite du Parlement européen, lesdits horaires pourront être modifiés. Le contractant s'engage à respecter lesdites modifications, à condition que le nombre total d'heures d'ouverture hebdomadaire soit conforme à la législation française.

## **4.- Accès aux lieux**

Le contractant et son personnel devront respecter scrupuleusement toutes les règles de sécurité d'accès aux bâtiments du Parlement européen.

## **5.- État des lieux**

- 5.1. Les espaces sont mis à la disposition du contractant, en l'état, entièrement équipés du mobilier approprié. Cette mise à disposition inclut les raccordements aux réseaux électriques, sanitaires et aux systèmes de chauffage/climatisation. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement entre les parties, au plus tard huit (8) jours après la signature du contrat.
- 5.2. Le contractant pourra procéder, à ses propres frais, à des aménagements à l'intérieur des espaces mis à sa disposition, sous réserve de l'autorisation écrite et préalable de l'administration du Parlement européen qui doit donner son accord sur le plan des travaux en projet.
- 5.3. À l'expiration du contrat, pour quelque cause que soit, un procès-verbal d'état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties. Le contractant pourra, soit remettre les locaux dans leur état antérieur, soit laisser gratuitement au Parlement européen les aménagements réalisés par ses soins, à condition que ces derniers ne représentent pas une moins-value à l'état initial des locaux.
- 5.4. Si des dégradations aux locaux imputables au contractant sont constatées lors de l'établissement du procès-verbal d'état des lieux de sortie, le Parlement européen se réserve le droit d'en

demander réparation au contractant, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le règlement des sommes sollicitées devra alors intervenir dans les trente (30) jours suivant la date d'envoi de la lettre. Passé ce délai, les sommes réclamées porteront intérêt au taux légal.

**6.- Nature et durée du contrat**

voir le projet de contrat

**7.- Contribution aux charges**

voir le projet de contrat

**8.- Visite des lieux**

Une visite des lieux obligatoire permettra aux soumissionnaires de prendre connaissance des infrastructures et de l'équipement y disponible.

## Annexe II : Politique environnementale du Parlement européen



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ    PARLAMENTO EUROPEO    EVROPSKÝ PARLAMENT    EUROPA-PARLAMENTET  
EUROPÄISCHES PARLAMENT    EUROPA PARLAMENT    ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ    EUROPEAN PARLIAMENT  
PARLEMENT EUROPEEN    PARLAMENT NA ĆEORPA    PARLAMENTO EUROPEO    EIROPAS PARLaments  
EUROPOS PARLAMENTAS    EURÓPAI PARLAMENT    IL-PARLAMENT EWROPEW    EUROPEES PARLAMENT  
PARLAMENT EUROPEJSKI    PARLAMENTO EUROPEU    PARLAMENTUL EUROPEAN  
EURÓPSKY PARLAMENT    EVROPSKI PARLAMENT    EUROOPAN PARLAMENTTI    EUROPA PARLAMENTET

### **POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPEEN**

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme, non seulement au travers de son rôle en matière de politique et de procédure législative, mais encore dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il doit prendre au quotidien.

En conséquence, le Parlement européen décide d'engager son Administration sur la voie de l'application de la norme EMAS (Eco-Management and Audit Scheme), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

#### **Ce faisant, le Parlement européen s'engage à:**

- *réduire ses émissions de dioxyde de carbone*
- *stimuler une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier*
- *introduire les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets*
- *incorporer des lignes directrices en matière d'environnement dans les procédures relatives aux marchés publics*
- *favoriser des comportements responsables et pertinents par la formation, information et sensibilisation de l'ensemble de son personnel, des Membres et de leurs assistants sur les aspects de leurs activités liées à l'environnement*
- *prendre des mesures de prévention contre la pollution*
- *assurer le respect des conditions imposées par la législation et les réglementations relatives à l'environnement*
- *faire en sorte que tous au sein de l'Institution s'engagent en faveur d'EMAS et des mesures d'amélioration de l'environnement qui en découlent*
- *prévoir des ressources adéquates pour son système de management environnemental et les actions y afférentes*
- *promouvoir la transparence dans la communication et le dialogue avec les parties intéressées, et cela tant sur le plan interne qu'externe.*

Le Parlement européen s'engage à décrire, à mettre en œuvre et à poursuivre sa politique environnementale, ainsi qu'à la communiquer à ses Membres, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est appliquée au travers de son système de management environnemental. La politique environnementale et ledit système de management environnemental couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.

  
Jerzy BUZEK, Président  
Bruxelles, 28 septembre 2010



  
Klaus WELLE, Secrétaire général  
Bruxelles, 28 septembre 2010





# Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement européen

## Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour **diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement**. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001:2004 et le Règlement EMAS 1221/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement dans des domaines tels que la production de déchets de bureau et de cuisine, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO<sub>2</sub> pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel...



Signature de la  
Politique EMAS le  
28 septembre 2010

## Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuerez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devrait s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: "Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et détaillées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...). Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".

Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et revalorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



## Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'équipe de coordination EMAS se tient également à votre disposition).

## Quelques petits conseils pour le quotidien:



**Économisez l'eau.** Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



**Économisez l'énergie.** Éteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et épargnez l'électricité.



**Empruntez plutôt les escaliers.** C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



**Recyclez les déchets.** Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés!



**Privilégiez le transport public** pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions CO<sub>2</sub>.

**Du concret pour l'environnement, le Parlement européen en a-t-il déjà réalisé?** Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes:

- Le PE s'est engagé à **réduire ses émissions CO<sub>2</sub> de 30% pour 2020**.
- Le Parlement **trie et revalorise ses déchets** et porte une attention particulière aux **produits dangereux**.
- Le Parlement utilise de l'**électricité** provenant à **100%** de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des **clauses environnementales** dans les marchés publics.

**Saviez-vous** que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001:2004? Ainsi, des audits externes seront effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.



EMAS, c'est vous!



EMAS 214

Nous attendons vos propositions et suggestions sur [emas@europarl.europa.eu](mailto:emas@europarl.europa.eu) ; ☎ (+352.4300) 22500



### Annexe III: Déclaration sur l'honneur concernant les critères d'exclusion et de sélection

[Le][La] soussigné[e] [*nom du signataire du présent formulaire*]:

.....

Date: .....

Signature du représentant légal : .....

[Le][La] soussigné[e] [*nom du signataire du présent formulaire*]:

(uniquement pour les personnes physiques) se représentant [lui][elle]-même	(uniquement pour les personnes morales) représentant la personne morale suivante:
Numéro de carte d'identité ou de passeport:	Dénomination officielle complète: Forme juridique officielle: Numéro d'enregistrement légal: Adresse officielle complète: N° d'immatriculation à la TVA:

1) déclare que la personne susmentionnée se trouve ou ne se trouve pas dans l'une des situations suivantes:		
SITUATION D'EXCLUSION CONCERNANT LA PERSONNE	OUI	NON
a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où elle est établie, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

marché doit être exécuté;		
c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation de marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable de l'un des faits suivants:		
i) fraude, au sens de l'article 1 <sup>er</sup> de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'UE, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans les dispositions légales du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où la personne est établie ou du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1 <sup>er</sup> de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1 <sup>er</sup> et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;		
f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1 <sup>er</sup> , paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) en cas de faute professionnelle grave, de fraude, de corruption, d'autres infractions pénales, de manquements graves dans l'exécution d'un marché ou d'irrégularités, elle tombe sous le coup: <ul style="list-style-type: none"> <li>i. de faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par la Cour des comptes, l'OLAF ou le service d'audit interne, ou de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité d'un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE;</li> <li>ii. de décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant de mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle;</li> <li>iii. de décisions de la BCE, de la BEI, du Fonds européen d'investissement ou d'organisations internationales;</li> <li>iv. de décisions de la Commission relatives à la violation des règles de l'Union dans le domaine de la concurrence ou de décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence; ou</li> <li>v. de décisions d'exclusion prises par un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE.</li> </ul>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**[Uniquement pour les personnes morales autres que les États membres et les autorités locales; autrement supprimer le présent tableau (point 2)]**

- 2) déclare qu'une personne physique ou morale qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne morale susmentionnée ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne morale (à savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts) se trouve ou ne se trouve pas dans l'une des situations suivantes:

<b>SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES AYANT LE POUVOIR DE REPRÉSENTATION, DE DÉCISION OU DE CONTRÔLE À L'ÉGARD DE LA PERSONNE MORALE</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
Situation visée au point c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point e) ci-dessus (manquements graves dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**[Uniquement pour les personnes morales autres que les États membres et les autorités locales; autrement supprimer le présent tableau (point 3)]**

3) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve ou ne se trouve pas dans l'une des situations suivantes:		
<b>SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI RÉPONDENT INDÉFINIMENT DES DETTES DE LA PERSONNE MORALE</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect du paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4) déclare que la personne susmentionnée se trouve ou ne se trouve pas dans l'une des situations suivantes:		
<b>MOTIFS DE REJET DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
h) elle n'a pas faussé la concurrence en ayant déjà participé à la préparation de documents de marché pour la présente procédure de passation de marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i) elle a fourni des renseignements exacts, sincères et complets au pouvoir adjudicateur dans le cadre de la présente procédure de passation de marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5) reconnaît que la personne susmentionnée est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.		

### MESURES CORRECTRICES

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne indique les mesures qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité. Il peut s'agir de mesures prises, par exemple, au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, d'indemniser le dommage ou de payer les amendes. Les preuves documentaires pertinentes démontrant de manière adéquate les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

### JUSTIFICATIFS SUR DEMANDE

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne fournit des informations sur les personnes qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance, ainsi que les justificatifs suivants concernant la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d) ou f), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés aux points a) ou b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une

déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

Si la personne a déjà présenté de tels justificatifs aux fins d'une autre procédure et si la date de délivrance de ces documents n'excède pas un an et qu'ils sont toujours valables, la personne atteste sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation.

6) déclare que la personne susmentionnée satisfait ou ne satisfait pas aux critères de sélection prévus par le cahier des charges:		
<b>CRITÈRES DE SÉLECTION</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
a) elle a la capacité à exercer l'activité professionnelle d'un point de vue légal et réglementaire, nécessaire à l'exécution du marché, conformément aux dispositions de la section [insérer] du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) elle remplit les critères économiques et financiers applicables, mentionnés à la section [insérer] du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) elle remplit les critères techniques et professionnels applicables, mentionnés à la section [insérer] du cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7) déclare que la personne susmentionnée peut fournir, sur demande et sans tarder, les documents justificatifs nécessaires énumérés dans les sections correspondantes du cahier des charges et qui ne sont pas disponibles sous forme électronique.		

Nom et prénoms

Date

Signature

## Annexe IV: Signalétique financier – fournisseur

<b>ENTITE LEGALE SOCIETE PRIVEE</b>	
Titre / FORME JURIDIQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
NOM (S)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ACRONYME	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div> Code postal <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 80%;"></div> Pays <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 10%;"></div>
N° TVA	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div>
LIEU D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
DATE D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div> / <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 10%;"></div> / <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 10%;"></div>
N° DE REGISTRE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 40%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 40%;"></div>
TELEPHONE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 40%;"></div> FAX <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 40%;"></div>
E-MAIL	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Ces informations doivent être accompagnées d'une photocopie de tout document officiel permettant d'identifier le nom de l'entité légale, l'adresse du siège social, le numéro de TVA et le numéro d'enregistrement auprès des autorités nationales.	
<b>INTITULE DU COMPTE BANCAIRE</b>	
NOM (Nom sous lequel le compte a été ouvert)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div> Code postal <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 80%;"></div> Pays <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 10%;"></div>
<b>BANQUE</b>	
IBAN (Obligatoire, si le code IBAN existe dans le pays où votre banque est établie)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
CODE SWIFT (BIC)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 40%;"></div> DEVISE <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 10%;"></div>
COMPTE BANCAIRE (Format National)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
NOM DE LA BANQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div> Code postal <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 30%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 80%;"></div> Pays <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 10%;"></div>
Cachet de la banque + Signature de son représentant * :	Date + signature du représentant (Obligatoire)
* Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULÉ DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas.	

## **Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques**

**Nom officiel du membre mandaté par le groupement<sup>9</sup>:**

.....

**Adresse officielle :**

.....  
.....

**Forme juridique du groupement<sup>10</sup>:**

.....  
.....

Je soussigné(e) M./M<sup>me</sup>....., en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

"Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, comme par exemple, un consortium ou une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres."

---

<sup>9</sup> Indiquez le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

<sup>10</sup> À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

Renseignements concernant les membres du groupement économique			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques <sup>11</sup>

Date: .....

Signature: .....

---

<sup>11</sup> Si l'offre contient déjà une telle description, l'endroit exact où celle-ci se trouve dans l'offre pourra être indiqué.



## Annexe VI:

### 1 - Déclaration concernant les sous-traitants

Nom du soumissionnaire:.....

Je soussigné(e) M./Mme....., en ma qualité de représentant du soumissionnaire susmentionné, déclare que si ce dernier devient l'attributaire de la concession, les opérateurs économiques suivants y participeront en tant que sous-traitants:

Renseignements concernant les sous-traitants <sup>12</sup>		
Nom et adresse du sous-traitant	Description de la partie du contrat sous-traitée	Description de la valeur (en euros et en pourcentage du montant total estimé du contrat)

J'ai pris connaissance que le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis aux soumissionnaires.

Dans ce contexte, le Parlement européen se réserve le droit de rejeter tout sous-traitant proposé qui ne satisfait pas les critères d'exclusion et/ou de sélection.

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. Le Parlement européen se réserve donc le droit d'accepter ou non tout sous-traitant proposé pendant l'exécution du contrat. Pour ce faire,

---

<sup>12</sup> Pour le cas où le soumissionnaire n'entendrait pas recourir à la sous-traitance, porter la mention « néant » dans les champs du tableau ci-dessous. Dans ce cas, il ne faudra pas signer cette page. Pour le cas où le soumissionnaire, au moment du dépôt de l'offre, **n'est pas en mesure d'établir s'il entend faire appel à la sous-traitance, où s'il n'est pas en mesure de désigner les sous-traitants retenus**, porter la mention « à préciser » dans les champs du tableau ci-dessus.

il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européenne sera toujours accordée par écrit. L'attribution de la concession à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

Date: .....

Signature: .....

## 2 - DECLARATION D'ENGAGEMENT DU SOUS-TRAITANT

Je soussigné(e) M/Mme  
en ma qualité de représentant du sous-traitant déclare :

nom et adresse du sous-traitant	
soumissionnaire (nom de la société qui souhaite sous-traiter)	
concession du Parlement européen	<i>Exploitation d'un salon de coiffure mixte dans le bâtiment Winston Churchill du Parlement européen à Strasbourg</i>

En cas d'attribution de la concession susmentionnée au soumissionnaire indiqué ci-dessus, le sous-traitant s'engage à exécuter la part sous-traitée de ladite concession conformément aux conditions de la concession et à l'offre déposée par le soumissionnaire.

J'atteste sur mon honneur que le sous-traitant ne se trouve pas dans une situation d'exclusion au sens des articles 106, 107 et 108 du Règlement financier

Fait en UN ORIGINAL à ..... le .....

Signature du représentant légal du sous-traitant :

## **Annexe VII: Fiche de renseignements financiers**

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des deux derniers exercices, qui doivent être fournis en annexe.

### Chiffre d'affaires

Montant total du chiffre d'affaires des trois derniers exercices

Exercice n-1 ..... EUR

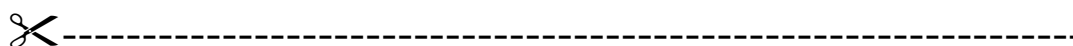
Exercice n-2 ..... EUR

Certifiée sincère et exacte.

Date: .....

Signature: .....

**Annexe VIII: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors  
de l'envoi de l'offre**



**PARLEMENT EUROPEEN**

Service du Courrier officiel

Bâtiment Winston Churchill

1 avenue du Président Robert Schuman

**F-67070 Strasbourg cedex France**

**APPEL D'OFFRES n°06A70-2016-M052**

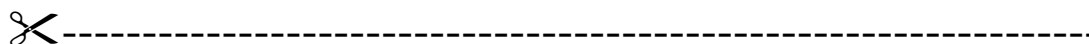
Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Unité des Contrats et Marchés Publics

Bureau SDM G03033

**A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER**

**NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITEE**



**PARLEMENT EUROPEEN**

Service du Courrier officiel

Bâtiment Winston Churchill

1 avenue du Président Robert Schuman

**F-67070 Strasbourg cedex France**

**APPEL D'OFFRES n°06A70-2016-M052**

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Unité des Contrats et Marchés Publics

Bureau SDM G03033

**A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER**

**NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITEE**